

Penser la complémentarité des programmes en histoire-géo du collège et du lycée.

Les programmes d'histoire-géographie du secondaire décalquent de nombreux thèmes et leurs entrées particulières au collège et au lycée. Le socle commun et le DNB, conçus comme une fin de scolarité possible, entraînent empiement, survols indigestes et la fossilisation de certaines questions, supposées incontournables.

Sortir de cette logique pour construire des programmes intelligibles et conçus en complémentarité est un exercice difficile que le groupe histoire-géo du SNES a proposé à plusieurs occasions lors de stages disciplinaires. Ainsi l'idée de réserver au collège les périodes les plus anciennes et l'époque contemporaine au lycée a été rejetée par les collègues, de même qu'une articulation scalaire avec l'étude de la France au collège et celle du monde au lycée.

Alors comment faire? Quelques pistes ont été proposées :

Au lieu de découper les temporalités et les espaces, on pourrait chercher une autre logique. Par exemple, centrer davantage les contenus enseignés au collège sur ce qui fait sens pour des élèves de cet âge : les questions sociales, voire anthropologiques, en histoire et en géographie les notions d'habiter ou les mobilités humaines, réservant au lycée l'étude des idéologies, des questions plus politiques et institutionnelles, des systèmes géoéconomiques plus abstraits, sans les dépouiller pour autant de leurs enjeux sociaux. De même, l'histoire pourrait au collège s'incarner davantage dans des figures du quotidien, des acteurs anonymes, à l'intérieur d'un cadre chronologique plus souple qui autoriserait de croiser les regards historiens et géographes sur les thèmes retenus. Il faudrait aussi introduire une progressivité dans l'approche du « métier d'historien » pour que le collégien sache identifier, différencier et questionner les sources, réservant davantage au lycée une réelle approche critique, la mise en relation et la problématisation.

La tâche est complexe mais pas insoluble. Elle requiert une réflexion collective des acteurs de terrain, préalable à une réécriture des programmes pour la reconquête d'une liberté pédagogique s'appuyant sur une formation initiale et continue à la mesure des enjeux disciplinaires et didactiques.

Alice Cardoso et Véronique Servat,
groupe histoire – géographie
secteur contenus